

RENCONTRE POUR LA PAIX ET LES DROITS DE L'HOMME

Organisation non Gouvernementale de Promotion et Défense des Droits de l'Homme au Congo, membre de la « Coalition Congolaise Publiez ce que vous Payez ! », du Réseau ESCR-Network-Economic and socio-cultural Rights, PeaceTree Network (PTN), de l'Association Internationale pour le Code de Conduite des Entreprises de Sécurité Privées (ICoCA), de la Coalition des ONGS pour la Cour Pénale Internationale (CPI), de la Coalition Africaine pour la Redevabilité des Entreprises (ACCA), du Réseau Initiative pour l'Afrique Centrale (INICA), de la Campagne Publiez ce que vous payez Congo, TLP Congo et contact national de Transparency International

Pointe-Noire, le 03 juillet 2023

Communiqué de presse n°03/2023/RPDH/CN

FORETS ET AGRICULTURE :

LÉKOUMOU : CES SAVANES DE LA DISCORDE !



Communautés locales et populations autochtones du village Missama

Cette mission est réalisée avec le soutien financier de Foreign Commonwealth & Development Office (FCDO) du gouvernement britannique dans le cadre du programme Forest Governance, Markets and Climate (FGMC) et l'appui technique de Fern. Cependant, les points de vue exprimés ne reflètent pas nécessairement ceux du partenaire.


Foreign, Commonwealth
& Development Office

Les Communautés locales et populations autochtones (CLPA) du département de la Lékoumou au sud-ouest du Congo-Brazzaville sont extrêmement préoccupées au sujet de l'exigence selon laquelle les activités agricoles devraient désormais se pratiquer dans les zones savanicoles plutôt que dans les espaces forestiers, comme il est de coutume. En effet, cette perspective s'inscrit dans les engagements du Gouvernement en lien avec la Lettre d'intention de CAFI ; de même, la Réglementation sur la Déforestation de l'Union européenne recommande de pratiquer l'agriculture en zone savanicole, l'agriculture ayant été reconnue comme un des moteurs de la déforestation. Ceci pourrait laisser entrevoir des remous sociaux en perspective.

Ce constat a été fait lors d'une mission de la Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH) effectuée du 29 juin au 3 juillet dans le département de la Lékoumou. La mission a couvert les villages Mbaya du district de Komono et les bourgades voisines Bekol et Missama du district de Sibiti, chef-lieu du département de la Lékoumou.

Cette mission avait pour ambition « *la Sensibilisation des parties prenantes sur les nouveaux processus de la nouvelle gouvernance forestière et le suivi de la prise en compte des droits socioéconomiques des Communautés Locales et Populations Autochtones du département de la Lékoumou* ».

Pour information, les nouveaux processus de gouvernance forestière au Congo incluent les dispositions de la lettre d'intention de l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale (CAFI), du Règlement de l'Union européenne sur la déforestation (RDUE) ainsi que du partenariat pour les forêts signé entre l'Union européenne et le Congo. Ces outils promeuvent plusieurs jalons dont l'interdiction faite aux CLPA de pratiquer les activités agricoles dans des espaces de forêts. Elles devront plutôt pratiquer l'agriculture dans des zones savanicoles.

Dans leurs interventions au cours des échanges en langue nationale (Kituba) et/ou même en langues locales (yaka, téké, lali, ndassa et ombamba), avec la mission RPDH, les CLPA ont presque unanimement exprimé leur indignation et même leur crainte quant à une éventuelle entrée en vigueur de cette mesure.



Sensibilisation au niveau du village Bekol

Elles ont fait remarquer, en effet, que la superficie du département de Lékoumou est essentiellement recouverte à plus de 90 % de forêt, l'éloignement des zones savaniques ne saurait les arranger, car c'est dans des départements voisins comme le Niari, mais surtout la Bouenza, le Pool et les Plateaux qu'on trouve de vastes étendues de savanes.

Les CLPA prétendent également que les zones forestières sont plus fertiles que les terres arables savaniques. Comprenant certes l'enjeu climatique de l'initiative CAFI, ces CLPA sollicitent des alternatives durables des pouvoirs publics. Christian Mounzeo, Coordonnateur National de la RPDH, *« estime que face à ces inquiétudes légitimes, le Gouvernement devrait prendre en ligne de compte ces desideratas et prévenir que ces communautés ne se sentent exclues des ambitions de ce partenariat et des nouvelles politiques de gouvernance forestière »*.

Par ailleurs, les CLPA de la Lékoumou ont dénoncé la mauvaise qualité des ouvrages érigés dans le cadre de l'utilisation du Fonds de développement local (FDL) destiné à financer des projets à effets multiplicateurs. Tel est le cas des forages d'eau des villages Mbaya et Mvakala dans le district de Komono érigés dans le cadre de l'UFE Mpoukou-Ogooué de la société TAMAN INDUSTRIES.

A ce propos, l'équipe de la RPDH a constaté sur terrain que les deux ouvrages hydrauliques cités ne fournissent qu'une quantité très insuffisante d'eau. **Il faut par exemple pomper manuellement pendant plus de 10 minutes pour recueillir à peine un litre d'eau.** Ce qui, dans un environnement où les cours d'eau les plus proches s'assèchent pendant la saison sèche (juin à septembre), oblige les CLPA, notamment les femmes à franchir de longues distances (plus de 3 kilomètres, contrairement à la norme OMS de 200 mètres) et gravir avec de lourds fardeaux des vallées abruptes pour accéder à l'eau pour les besoins domestiques.



Forage d'eau au niveau du village Mbaya

Les directions départementales de l'agriculture, de l'économie forestière et du domaine de l'État ainsi que les autorités locales redoutent ainsi que cette mesure plutôt que d'atténuer les conflits qui couvent déjà du fait de ces dysfonctionnements rende davantage délétère le climat social dans

le département. Ainsi, ces services déconcentrés de l'État plaident eux aussi pour la mise en œuvre des mesures d'accompagnement.

En rappel, la mission de la RPDH a été réalisée dans le cadre du projet «**Consolider la bonne gouvernance, lutter contre les illégalités**», projet du programme FGMC (Forest Governance, Markets and Climate) mené avec l'appui technique de FERN et financier de Foreign Commonwealth & Development Office (FCDO) du gouvernement britannique. Ce projet focalise son attention sur l'implication des communautés locales et populations autochtones dans les réformes et les nouvelles politiques de gouvernance forestière et climatique visant la gestion durable des forêts et la lutte contre les changements climatiques.

Cette mission est réalisée avec le soutien financier de Foreign Commonwealth & Development Office (FCDO) du gouvernement britannique dans le cadre du programme Forest Governance, Markets and Climate (FGMC) et l'appui technique de Fern. Cependant, les points de vue exprimés ne reflètent pas nécessairement ceux du partenaire.



Contact presse : 050198501, 066295210, 044669854